Entretien

SABOTAGES SUR LE RÉSEAU SNCF : LES EMPREINTES DE L'EXTRÊME GAUCHE ?

Entretien d'Olivier Vial, directeur du CERU, responsable du programmes RadicalitéS sur les nouvelles formes de contestation pour le site Atlantico, paru le 28 octobre 2025.

Ce lundi 27 octobre 2025, la SNCF a annoncé un sabotage au sud de Valence, perturbant très largement le trafic des trains dans le sud-est. D'après l'observatoire des radicalités, ce sabotage pourrait porter la signature de l'ultragauche. Pourquoi peut-on effectivement le penser ?

Très factuellement, la chronologie parle d'elle-même. Dans la nuit de dimanche à lundi, un premier incendie est signalé vers 3 h 30 dans une carrière du groupe Cheval, à Saint-Marcel-lès-Valence (bâtiment et engins de chantier détruits, préjudice chiffré à plusieurs millions d'euros par l'entreprise) ; un peu plus tard, vers 4 h, un feu est allumé sur des câbles de signalisation et de communication de la ligne Grande Vitesse au sud de Valence (Alixan) ; enfin, aux alentours de 6 h 30, un vol de câbles de caténaires est constaté vers Bollène (à 80 kilomètres). Ces trois actes de sabotages ont désorganisé fortement l'axe Sud-Est de la SNCF en pleine période de départs pour les vacances de la Toussaint (environ 50 000 voyageurs TGV impactés, hors TER).

Pourquoi évoquer la signature de l'ultragauche ?

LE MODE OPÉRATOIRE DE L'ULTRAGAUCHE

D'abord parce que **les cibles et le mode opératoire sont typiques.** Le BTP — ateliers, carrières, engins — figure depuis des années parmi les « ennemis » prioritaires de la galaxie anarcho-autonome, au même titre que les infrastructures de transport et d'énergie. Ici, la carrière Cheval est touchée la première. Puis, à quelques centaines de mètres, c'est la SNCF qui est visée. **Les auteurs ne s'en sont pas pris à des équipements anodins. Ils ont incendié des chambres de tirage**, des points névralgiques permettant de maximiser les dégâts et les perturbations. 16 câbles ont ainsi été endommagés, obligeant à remplacer 400 mètres des câbles et de fibre optique.

Ensuite, parce que **ces attaques s'inscrivent dans une stratégie théorisée par l'ultragauche** : frapper les réseaux qui irriguent l'économie — transports, électricité, communications — pour accroître le coût logistique du « système ». La SNCF a déjà fait face à des sabotages coordonnés (incendies d'installations techniques et de boîtiers le jour de l'ouverture

LA STRATÉGIE DES MILLES ENTAILLES

des JO, été 2024). Des attaques ont également visé le réseau électrique lors du festival de Cannes (mai 2025), et la France a connu des coupures de fibres optiques d'ampleur en 2022.
L'ultragauche a compris qu'il n'y aurait pas de grand soir au cours duquel le système serait renversé d'un coup. Elle a adopté la stratégie théorisée par le penseur du djihadisme moderne et de l'État islamique, Abou Moussab al-Souri : une «stratégie des mille entailles» faite d'innombrables petites attaques qui finissent par affaiblir l'adversaire**. Par cet emprunt essentiellement tactique (multiplier de petites opérations ciblées), l'ultragauche prétend couper et « faire saigner » les flux (rail, énergie, data) qui font battre le cœur du capitalisme.**

UN FORT ANCRAGE TERRITORIAL

À cela s'ajoute l'ancrage territorial. Depuis 2017, le bassin grenoblois et, plus largement, le couloir rhodanien ont vu se multiplier des incendies revendiqués par la mouvance autonome (gendarmerie, équipements publics, antennes, etc.). Le procureur de Grenoble évoquait encore début 2025 un *« important fief de l'ultragauche libertaire insurrectionnelle »*. Quant à la Drôme, elle est devenue la base arrière de nombreuses communautés autonomes qui s'y sont installées en marge du système.

UNE REVENDICATION À PRENDRE AVEC PRUDENCE

Enfin, **une possible revendication est apparue sur les plateformes anarchistes,** sous la forme d'un poème « Une route de plus vers nulle part, poème d'une attaque contre Cheval TP et la SNCF ». Si le ton ironique ressemble à d'autres revendications de l'ultragauche (l'incendie d'un McDonald par les Frites Insoumises, le sabotage du réseau SNCF lors de la cérémonie d'ouverture des JO par la Délégation Inattendue, les sabotages d'engins de chantier de l'A69 par un collectif baptisé le GIEC…), il faut cependant rester prudent car aucune photographie ni élément de preuve n'accompagne ce texte permettant de l'authentifier.

Au total, la séquence — choix des cibles (BTP + LGV), savoir-faire technique, revendication dans la sphère anarchiste — colle à un modus operandi déjà observé et à une matrice stratégique assumée par l'ultragauche.

2/ Il est également possible que ce sabotage soit le fait d'une ingérence étrangère qui aurait imité la signature de l'ultragauche. Que sait-on exactement sur le risque ? Quid de l'éventuelle possibilité d'une instrumentalisation de l'ultragauche par des puissances étrangères ?

Effectivement, **sur le principe, la signature de l'ultragauche a également pu être imitée**. Les opérations hybrides jouent précisément sur ce brouillage. L'organisme français de lutte contre les ingérences numériques étrangères, VIGINUM, décrit ainsi les opérations sous fausse bannière : *« Cette méthode consiste à conduire une opération d'influence numérique en faisant porter la responsabilité à un autre acteur […] L'attaquant cherchera alors à utiliser les marques de reconnaissance ou le modus operandi d'un adversaire afin de semer la confusion »* (trad. de VIGINUM, rapport JOP 2024).

Deux cas de figure se dessinent donc ;

LES INGÉRENCES ÉTRANGÈRES SOUS FAUSSE BANNIÈRE

Soit des services étrangers frappant «sous fausse bannière». En Pologne, plusieurs individus ont été arrêtés et condamnés pour des incendies et des préparatifs de sabotages visant notamment les réseaux ferrés. En France, l'ingérence s'est surtout manifestée dans des opérations

de désinformation et de déstabilisation, notamment autour des JO 2024 : VIGINUM a documenté des campagnes liées à l'Azerbaïdjan (Baku Initiative Group, *« organe de propagande d'État agissant contre la France »*, selon le rapport) qui reprenaient et amplifiaient des narratifs militants pour délégitimer nos institutions. Là encore, on s'appuie sur des controverses réelles pour grossir l'écho des réseaux activistes et affaiblir l'adversaire et fractionner la communauté nationale. La France n'est donc pas à l'abri de ce type d'ingérence.

LES MANIPULATIONS ÉTRANGÈRES

Mais, celle-ci peut être prendre une forme plus directe avec **la manipulation et l'instrumentalisation de réseaux locaux.** Cela consiste à pousser des groupes déjà existants à franchir un seuil (blocages, actions coup-de-poing), et à servir de caisse de résonance à des actions de déstabilisation. Le cas Bashir Biazar est un parfait exemple de cette stratégie. Arrêté à Dijon puis expulsé, cet iranien est présenté par les autorités comme agent d'influence lié à l'unité 840 de la force al-Qods, les services secrets du régime des Mollahs. Il avait infiltré les milieux activistes étudiants sur les campus pour les pousser à organiser des actions et des blocages sur le campus contre Israël.

L'AVERTISSEMENT DU CONTRE ESPIONNAGE MILITAIRE

Le contre-espionnage militaire (DRSD) corrobore ce double constat, même si *« à ce jour, il n'y a pas eu d'action étatique caractérisée » contre notre base industrielle et technologique de défense, « certaines actions récentes, liées notamment à l'ultragauche, [...] revendiquées sur [ses] sites »* ont bien visé des cibles sensibles. Surtout, la DRSD pointe la *« possible instrumentalisation, consciente ou non, de ces groupuscules par des acteurs étatiques »*. Un point d'attention désormais majeur pour nos services.

Pour les actions menées hier dans la région de Valence, la piste de l'ultragauche est privilégiée, mais il ne faut pas totalement fermer les autres pistes. Dans le monde de l'activisme violent et des ingérences étrangères, rien n'est jamais simple.

3/ Quelles doivent être les réponses politiques, tant dans le cas d'une ingérence que dans celui d'une attaque violente menée par l'ultragauche ?

Qu'il s'agisse d'une opération d'ultragauche ou d'une ingérence étrangère, nous sommes confrontés à une forme de guerre diffuse, qui vise à désorganiser le pays en attaquant les réseaux qui le font tenir – transports, électricité, communication.

UN DÉFI SÉCURITAIRE

Le ministre des Transports a d'ailleurs rappelé l'ampleur du défi. La SNCF exploite des dizaines de milliers de kilomètres de câbles (dont 20 000 km de fibre optique) et plus de 33 000 km de caténaires. Autant dire qu'il est matériellement impossible de surveiller chaque mètre de rail, chaque chambre de tirage, chaque faisceau de fibres optiques. C'est précisément ce que cherche l'ultragauche : frapper des points isolés, créer la peur de la vulnérabilité, et contraindre l'État à un impossible quadrillage. Ces saboteurs savent qu'ils jouent sur la disproportion : une simple pince coupante peut désorganiser tout un axe à grande vitesse et bloquer des dizaines de milliers de voyageurs.

Pour répondre à cette menace, deux pistes sont à creuser.

AMÉLIORER LA SURVEILLANCE TECHNOLOGIQUES

La première est technologique : améliorer la surveillance et la sécurisation des nœuds stratégiques. Cela suppose d'investir dans des dispositifs de surveillance et de sécurité. Un plan de 100 millions d'euros est prévu

pour cela.

DÉVELOPPER LE RENSEIGNEMENT

La seconde piste, plus décisive, concerne le renseignement. Les attaques récentes prouvent qu'il faut accroître les moyens consacrés à la surveillance des mouvances d'ultragauche et aux ingérences étrangères. Le 30 janvier 2025, le procureur de Grenoble, Éric Vaillant, au moment de quitter ses fonctions dans cette ville, avait tenu à souligner la menace trop longtemps sous-estimée que faisait peser l'ultragauche sur nos vies. Il notait : *« l'ultragauche à Grenoble, c'est un attentat tous les six mois en moyenne »*. Et pourtant, jusqu'à présent, le parquet antiterroriste préfère déléguer ces affaires aux juridictions locales.

Cette montée de la violence politique et de son impact sur nos entreprises est désormais une inquiétude largement partagée. Dans son dernier baromètre des risques, paru en janvier 2025, l'assureur Allianz classe les risques activistes et politiques devant les incendies et les risques climatiques, à la quatrième place des préoccupations majeures des entreprises.

RENFORCER NOTRE ARSENAL LÉGISLATIF ET JUDICIAIRE

Il faut donc renforcer nos services de renseignement territorial, mieux articuler les RT, la DGSI, la DRSD, VIGINUM, et instaurer une veille permanente sur les convergences de luttes qui offrent un terreau à la subversion. **C'est dans ces zones grises – entre militantisme, activisme et sabotage – que se préparent les actions les plus déstabilisatrices.**

En parallèle, l'État doit faire preuve de plus de fermeté : poursuites systématiques, qualification des faits de sabotage en atteintes à la sécurité nationale, et dissolution administrative des structures qui encouragent, théorisent ou financent ces actions. La banalisation du « désarmement climatique » (euphémisme pour sabotage) ou de la « désobéissance civile radicale » a créé un flou qu'il faut désormais lever : brûler des engins, couper des câbles, ou bloquer des réseaux, ce n'est pas de la contestation, c'est de la violence politique.

En somme, la réponse politique doit être double :
– Sécuriser et surveiller nos réseaux avec les outils de la modernité ;
– Renforcer le renseignement et la riposte judiciaire pour traiter la menace à sa racine.

C'est à ce prix seulement que nous éviterons que des minorités radicalisées ou des puissances étrangères puissent, par quelques entailles bien placées, faire vaciller les flux vitaux du pays

CERU
LE LABO D'IDEES UNIVERSITAIRE

Centre d'études et de Recherches universitaire
36 rue de Laborde 75008 Paris
contact@ceru.fr
01 78 16 40 30